



Newsletter 1&2 Q 2024

Cette newsletter a été conçue à titre informatif et indicatif. Elle n'a pas un caractère exhaustif. La responsabilité du Cabinet AFINCO membre de NEXIA INTERNATIONAL n'est en aucun cas engagée en cas d'un éventuel conflit entre les dispositions prévues par la législation en vigueur et celles figurant dans la présente fiche. Certaines dispositions viendraient à être explicitées par des décrets, arrêtés ou notes communes de l'Administration fiscale.

Notre Cabinet demeure à votre disposition pour tout éventuel complément d'informations.

Questa newsletter è stata preparata a titolo informativo ed indicativo. Non ha un carattere esaustivo. Lo Studio AFINCO membro di NEXIA INTERNATIONAL non è, in nessun caso, responsabile in caso di eventuale conflitto fra le disposizioni previste dalla legislazione in vigore e quelle contenute nella presente nota. Alcune disposizioni saranno spiegate attraverso decreti o note comuni dell'Amministrazione fiscale.

Il nostro Studio rimane a vostra completa disposizione per eventuali informazioni supplementari.

This newsletter has been prepared solely for information goal. The responsibility of the Firm AFINCO member of NEXIA INTERNATIONAL cannot be engaged in case of conflict between information mentioned in the present note and the one in the law text. Besides, other clarifications will be given by decree and external notes of the tax authorities.

Our firm is entirely at your service for any eventual clarification.

SOMMAIRE

Editorial	3
A- Nouvelles lois	9
B- Difficultés pratiques	18
C- Infos utiles & rappels	22
D- Récemment en Tunisie.....	24

SOMMARIO

Editoriale.....	5
A- Nuove legge	9
B- Difficoltà pratiche.....	18
D- Promemoria & info utili	22
E- Recentemente in Tunisia.....	24

SUMMARY

Editorial	7
A- New Laws	9
B- Practical issues	18
C- Useful news & reminders	22
D- Recently in Tunisia.....	24



L'article 317 du code pénal stipule :

« sont punis de quinze jours d'emprisonnement et de quatre dinars huit cent millimes d'amende ceux qui servent des boissons alcooliques à des musulmans ».

Non ce n'est pas une plaisanterie ! Personne n'est venu crier haut et fort pour changer cette loi datant de l'époque coloniale, et d'ailleurs beaucoup d'autres désuètes et anachroniques.

Ainsi, et à titre d'exemple :

- L'Art. 28 de la loi n° 68-7 relative à la condition des étrangers sanctionne d'un emprisonnement de 1 à 15 jours toute personne logeant un étranger et qui s'abstient d'en informer le poste de police ou de garde nationale. Avec le boom des locations RBnB...
- L'art. 7 de la Loi n° 93-27 relative à la carte nationale d'identité (même après avoir été amendé par la loi 2024-22 sur la carte biométrique) sanctionne d'un emprisonnement de 15 jours toute personne qui ne montre pas sa carte d'identité. La Jordanie et les EAU ont mis en place une politique « zéro papier » pour leurs citoyens via une App. « eGov ».
- L'Art. 344 du code de procédure pénale stipule que la contrainte par corps est exécutée à raison de un jour d'emprisonnement par trois dinars sans que sa durée puisse excéder deux ans. C'est ce qui explique que certaines personnes se voient arrêtées à l'Aéroport en découvrant une ancienne amende impayée (PV de circulation, permis de bâtir...).
- L'art. 1e du Décret du 1.1.1942 fixant le nouveau taux des amendes pénales stipule les montants en Francs. En effet, certaines indemnités, telles que celles fixées pour lever le Habous (aboli depuis 1957) sur des biens immeubles sont édités en Francs avant d'être convertis et payés en Dinars.
- L'Art. 1^{er} du Décret n° 94-1742 soumet à autorisation l'importation des Stylos, montres, couteaux, rasoirs, lunettes, briquets, etc. Oui, à une époque où d'autres se font livrer par drone Amazon.
- L'Art. 12 de la loi n° 84-2 oblige le tunisien à coller un timbre de voyage (60 DT) sur son passeport. Et lors de son renouvellement, si un timbre est par malheur décollé, une amende s'applique.

Ainsi, à l'époque du Metavers et de l'identification biométrique (on exécute un virement en regardant son téléphone), il est temps que la l'Administration fasse un saut vers la modernité.

Il convient de rendre hommage à l'éminent juriste Maître Bechir Manoubi Ferchichi qui a proposé en 2019 une profonde réforme du code de procédure pénale, notamment en matière de garde à vue, de détention préventive, de célérité dans les délais, l'instauration des juges des libertés et de détention... mais rien n'a été fait dans ce sens, ni par le Ministère de Justice ni par l'Assemblée des députés.

C'est cette lourdeur qui empêche par exemple la réforme du Code des changes (datant de 1976) malgré la proposition d'une réforme décidée par le Gouvernement depuis Mars 2024.

Ainsi, celui qui arrive à comprendre l'Art. 21 du Décret n° 77-608 portant application de la loi de change mérite bien un Prix Nobel ! Encore plus pour les critères compliqués de résidence de l'Avis de change n° 3.

Ou encore comment peut-on expliquer à un chef d'entreprise qu'il ne peut utiliser son AVA en Euro que pour s'héberger, se restaurer et se déplacer à l'étranger. Mais que l'achat d'un costume ou un cadeau pour un client peut le mener au pénal !

Les exportateurs sur le marché africain se trouvent également confrontés face aux retards de règlement et donc sous la coupe de l'Art. 10 de la circulaire de la BCT n° 94-14 relative au règlement financier des importations et des exportations de marchandises qui fixe le délai à 30 jours (en sachant que les conditions de l'export à crédit jusqu'à 360 jours telles que stipulées par l'art. 11 de ladite circulaire sont très difficiles à réunir).

Aussi, à l'époque des Bitcoins, il est temps d'alléger les sanctions très lourdes prévues par l'Art. 35 du Code des changes qui stipule :

« Les infractions ou tentatives d'infractions à la réglementation des changes sont punies d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 150 à 300.000 dinars sans toutefois que cette amende puisse être inférieure à cinq fois le montant sur lequel a porté l'infraction ».

Ainsi, le Juge, sur demande de la Douane (organe coercitif de la Banque centrale), se trouve face à une large latitude que ce soit pour la peine de prison ou pour l'amende.

Il est malheureux de constater qu'aucune version du projet de réforme du Code des changes n'a été rendue disponible, empêchant ainsi tout débat critique par les chefs d'entreprise, les banques, les experts-comptables, les avocats, la société civile, etc.

C'est cette même opacité qui entoure l'actuelle réforme du fameux Article 411 du Code de commerce relatif aux chèques sans provisions (qui rappelons le, punit d'une peine de 5 ans de prison pour chaque chèque sans provisions et d'une amende de 40%), et dont le nombre d'affaires au tribunal dépasse les 10 000, sans compter les fugitifs à l'étranger (estimés à +100 000 personnes). A ce propos, il est important d'impliquer encore plus le bénéficiaire du chèque, puisqu'on voit par exemple un groupe de grande notoriété accepter jusqu'à une centaine de chèques et qu'il n'hésite pas à les reverser ensemble dès qu'il a connaissance d'un incident de paiement de l'émetteur avec un autre fournisseur.

D'un autre côté, les récentes visites officielles du Président de la République aux entreprises publiques se suivent... et se ressemblent, à la recherche d'un passé glorieux perdu depuis les années 80. Sans aucune réforme structurelle en vue, aggravant de plus en plus l'hémorragie financière, supportée *in fine* par le contribuable. Nous verrons plus loin quelques cas pratiques.

Surfant sur cette tendance, le nouveau DG des Douanes, récemment nommé, enchaîne les visites sur terrain. Toutefois, est-ce ainsi qu'il va prendre connaissance des problèmes et abus survenant au sein de la Douane (et dont certains ont été largement détaillés par M. Imed Trabelsi, dans la célèbre vidéo youtube des aveux du 19.5.2017 ayant fait près de 4 Millions de vues) ?

Quelles leçons ont été tirées des affaires du passé pour moderniser les divers process douaniers ? Il importe de noter toutefois qu'il y a un début de lueur d'espoir puisque les PV d'amende ont été digitalisés depuis début 2024 permettant de gagner du temps dans le traitement de l'ensemble du processus du contentieux douanier : de la rédaction du PV à l'exécution des décisions de justice en matière de douane et de change. Ce système est interconnecté aux services du ministère de la Justice, de l'administration fiscale et du contentieux de l'Etat.

Enfin, il est utile de rappeler aux autorités la mise en pratique de certaines anciennes dispositions légales. Si la disposition de la plateforme des certificats de retenue à la source instaurée par la loi de finance 2022 a enfin commencé à se concrétiser depuis ce mois, il n'en va pas de même pour les caisses enregistreuses homologuées (connectées à la Direction des impôts) instaurées par la Loi de finances 2016 et à ce jour non entrées en vigueur.

Aussi, l'article 18 de la loi n° 2017-8 relative aux avantages fiscaux qui a imposé au Ministère des finances d'éditer et publier sur son site un rapport annuel sur les montants alloués aux avantages fiscaux et financiers, le CA à l'exportation et nombre d'emplois créés par les entreprises ayant bénéficié de tels avantages, leur situation à l'égard de continuité d'exploitation, etc.

Mais on sait tous que le temps dans le public est plus lent que dans le privé !

Cordialement

10.6.2024

Mourad Abdelmoula
Expert-comptable



L'articolo 317 del Codice penale prevede:

"Chi serve bevande alcoliche ai musulmani è passibile di quindici giorni di reclusione e di una multa di quattro dinari e ottocento millimi".

Non è uno scherzo! Nessuno è intervenuto a gran voce per modificare questa legge, che risale all'epoca coloniale, così come molte altre leggi obsolete e anacronistiche.

Ad esempio

- L'art. 28 della legge n. 68-7 sulla condizione degli stranieri punisce con la reclusione da 1 a 15 giorni chiunque ospiti uno straniero e non informi la polizia o la guardia nazionale. Con il boom degli affitti RBnB...
- L'art. 7 della legge n. 93-27 sulla carta d'identità nazionale (anche dopo essere stata modificata dalla legge n. 2024-22 sulla carta biometrica) punisce con 15 giorni di carcere chiunque non mostri la propria carta d'identità. La Giordania e gli Emirati Arabi Uniti hanno introdotto una politica senza carta per i loro cittadini attraverso un'App. "eGov".
- L'art. 344 del Codice di Procedura Penale stabilisce che la detenzione forzata viene eseguita al ritmo di un giorno di detenzione per ogni tre dinari, ma per non più di due anni. Questo spiega perché alcune persone vengono arrestate all'aeroporto quando scoprono una vecchia multa non pagata (multa stradale, licenza edilizia, ecc.).
- L'art. 1 del decreto del 1.1.1942 che stabilisce la nuova tariffa delle ammende penali stabilisce gli importi in franchi (francesi). In effetti, alcune indennità, come quelle stabilite per riscuotere l'Habous (abolito dal 1957) sui beni immobili, sono emesse in franchi prima di essere convertite e pagate in dinari.
- Art. 1 del Decreto n. 94-1742 richiede un'autorizzazione per l'importazione di penne, orologi, coltelli, rasoi, occhiali, accendini, ecc. Sì, in un'epoca in cui gli altri vengono consegnati dai droni Amazon.
- L'art. 12 della legge n. 84-2 impone ai tunisini di apporre un timbro di viaggio (60 DT) sul passaporto. E al momento del rinnovo, se il timbro viene malauguratamente staccato, si applica una multa.

Quindi, nell'era dei Metaverse e dell'identificazione biometrica (si può fare un bonifico guardando il proprio telefono), è ora che l'Amministrazione faccia un salto verso la modernità.

Dobbiamo rendere omaggio all'eminente giurista Avv. Bechir Manoubi Ferchichi, che nel 2019 ha proposto una profonda riforma del codice di procedura penale, in particolare per quanto riguarda la custodia di polizia, la detenzione preventiva, l'accelerazione dei termini, l'introduzione di giudici di libertà e di custodia... ma nulla è stato fatto in questa direzione, né dal Ministero della Giustizia né dall'Assemblea dei Deputati.

È questa lentezza che impedisce, ad esempio, la riforma del Codice dei cambi (che risale al 1976), nonostante la proposta di riforma decisa dal Governo dal marzo 2024.

Chiunque riesca a capire l'art. 21 del decreto n. 77-608 di applicazione della legge sui cambi merita un premio Nobel! A maggior ragione per i complicati criteri di residenza della Comunicazione di cambio n. 3.

O come spiegare a un direttore d'azienda che può usare il suo AVA in Euro solo per pagare gli alberghi, ristoranti e trasporti durante i viaggi all'estero. Ma che l'acquisto di un abito o di un regalo per un cliente può portare a un procedimento penale!

Anche gli esportatori verso il mercato africano devono far fronte a ritardi di pagamento e sono quindi soggetti all'art. 10 della circolare BCT n. 94-14 sul regolamento finanziario delle importazioni e delle esportazioni di merci, che fissa il termine a 30 giorni (tenendo conto delle condizioni per l'esportazione a credito fino a 360 giorni, come stabilito nella circolare BCT n. 94-14). 10 della circolare BCT n. 94-14 sul regolamento finanziario delle importazioni e delle esportazioni di merci, che fissa il termine a 30 giorni (tenendo conto che le condizioni per esportare a credito fino a 360 giorni, come stabilito dall'art. 11 della circolare, sono molto difficili da soddisfare).

Quindi, nell'era dei Bitcoin, è giunto il momento di alleggerire le pesantissime sanzioni previste dall'art. 35 del Codice dei cambi, che recita:

"Le violazioni o i tentativi di violazione della normativa sui cambi sono punibili con la reclusione da un mese a cinque anni e con una multa da 150 a 300.000 dinari, ma tale multa non può essere inferiore al quintuplo dell'importo oggetto della violazione".

In questo modo, il giudice, su richiesta della Dogana (il braccio coercitivo della Banca Centrale), ha un'ampia libertà di scelta se imporre una pena detentiva o una multa.

È spiacevole notare che non è stata resa disponibile alcuna versione del progetto di riforma del Codice dei cambi, impedendo così qualsiasi dibattito critico da parte di imprenditori, banche, commercialisti, avvocati, società civile...

La stessa opacità circonda l'attuale riforma del famigerato articolo 411 del Codice di Commercio relativo agli assegni a vuoto (che, va ricordato, prevede una pena di 5 anni di reclusione per ogni assegno a vuoto e un'ammenda del 40%), e il numero di casi davanti ai tribunali supera i 10.000, senza contare i fuggitivi all'estero (stimati a più di 100.000 persone).

A questo proposito, è importante coinvolgere ancora di più il beneficiario dell'assegno, poiché possiamo vedere, ad esempio, un noto gruppo che accetta fino a un centinaio di assegni e non esita a incassarli insieme non appena viene a conoscenza di un incidente di pagamento da parte dell'emittente con un altro fornitore.

D'altra parte, le recenti visite ufficiali del Presidente della Repubblica alle aziende pubbliche sono state una dietro l'altra con somiglianza, alla ricerca di un passato glorioso perduto dagli anni Ottanta. Senza alcuna riforma strutturale in vista, l'emorragia finanziaria si aggrava sempre di più, e alla fine è a carico dei contribuenti. Vediamo di seguito alcuni esempi pratici.

Seguendo questa tendenza, il nuovo direttore generale delle dogane sta facendo una visita sul campo dopo l'altra. Tuttavia, è così che imparerà a conoscere i problemi e gli abusi che si verificano all'interno della dogana (alcuni dei quali sono stati ampiamente descritti da Imed Trabelsi, nel famoso video su youtube delle sue confessioni del 19.5.2017 che ha avuto quasi 4 milioni di visualizzazioni)?

Quali lezioni sono state tratte dai casi passati per modernizzare i vari processi doganali? È importante notare, tuttavia, che c'è un'inizio di speranza, dal momento che le notifiche di sanzione sono state digitalizzate dall'inizio del 2024, con un risparmio di tempo nell'elaborazione dell'intero processo di contenzioso doganale: dalla redazione della notifica di sanzione all'esecuzione delle sentenze in materia doganale e di cambio. Questo sistema è interconnesso con i servizi del Ministero della Giustizia, delle autorità fiscali e del dipartimento del contenzioso del governo.

Infine, vale la pena ricordare alle autorità l'attuazione pratica di alcune vecchie disposizioni di legge. Mentre la piattaforma dei certificati di ritenuta d'acconto introdotta dalla legge finanziaria 2022 ha finalmente iniziato a essere implementata questo mese, lo stesso non si può dire per i registratori di cassa omologati (collegati all'Agenzia delle Entrate) introdotti dalla legge finanziaria 2016, che non sono ancora entrati in vigore.

Inoltre, non è ancora in vigore l'art. 18 della Legge 2017-8 sugli incentivi fiscali, che prevede che il Ministero delle Finanze pubblichi una relazione annuale sugli importi stanziati per gli incentivi fiscali e finanziari, sulle vendite all'esportazione e sul numero di posti di lavoro creati dalle aziende che hanno beneficiato di tali incentivi, sulla loro situazione di continuità aziendale, ecc.

Mà sappiamo tutti che il tempo al pubblico è più lento che nel privato!

10.6.2024

Cordialmente

Mourad Abdelmoula
Dott. Commercialista

EDITO

Article 317 of the penal code states:

“Those who serve alcoholic beverages to Muslims are punished by fifteen days' imprisonment and a fine of four dinars eight hundred millimes”.

No, this is no joke! No one has come out loud and clear to change this colonial-era law, and indeed many others that are outdated and anachronistic.

For example

- Art. 28 of law no. 68-7 on the status of foreigners punishes with imprisonment of 1 to 15 days any person accommodating a foreigner who fails to inform the police or national guard station. With the boom in RBnB rentals...
- Art. 7 of Law no. 93-27 on the national identity card (even after being amended by Law no. 2024-22 on the biometric card) punishes with 15 days' imprisonment anyone who fails to show their identity card. Jordan and the UAE have implemented a “paperless” policy for their citizens via an App. “eGov”.
- Art. 344 of the Code of Criminal Procedure stipulates that physical restraint is carried out at a rate of one day's imprisonment for every three dinars, but for no more than two years. This explains why some people are arrested at the airport when they discover an old unpaid fine (traffic ticket, building permit, etc.). - Art. 1e of the Decree of 1.1.1942 fixing the new rate of criminal fines stipulates the amounts in Francs. In fact, certain indemnities, such as those set to levy the Habous (abolished since 1957) on immovable property, are issued in Francs before being converted and paid in Dinars.
- Art. 1e of Decree no. 94-1742 makes the import of pens, watches, knives, razors, spectacles, lighters, etc. subject to authorization. Yes, at a time when others are being delivered by Drone or Amazon.
- Art. 12 of law no. 84-2 requires Tunisians to affix a travel stamp (TND 60) to their passport. And when renewing a passport, if a stamp is unluckily detached, a fine applies.

So, in the age of Metavers and biometric identification (you can make a transfer by looking at your phone), it's time for the Administration to take a leap towards modernity.

We must pay tribute to the eminent Professor and Lawyer Bechir Manoubi Ferchichi, who in 2019 proposed a far-reaching reform of the code of criminal procedure, particularly in terms of police custody, preventive detention, speedy deadlines, the introduction of liberty and detention judges... but nothing has been done in this direction, either by the Ministry of Justice or by the Assembly of Deputies.

It is this cumbersomeness, for example, that has prevented the reform of the Foreign Exchange Code (dating from 1976), despite the Government's proposal for a reform in March 2024.

Anyone who can understand Art. 21 of Decree no. 77-608 implementing the Foreign Exchange Act deserves a Nobel Prize! Even more so for the complicated residency criteria of Avis de change no. 3.

Or how can we explain to a company director that he can only use his AVA in Euro for accommodation, meals and travel abroad. But the purchase of a suit or a gift for a customer can lead to criminal prosecution!

Exporters on the African market are also faced with late payment problems, and are therefore subject to Art. 10 of BCT circular no. 94-14 on the financial settlement of imports and exports of goods, which sets the time limit at 30 days (bearing in mind that the conditions for export on credit up to 360 days, as stipulated in art. 11 of the said circular, are very difficult to meet).

Also, in the age of Bitcoins, it's time to lighten the very heavy penalties stipulated by Art. 35 of the Foreign Exchange Code, which stipulates:

“Infringements or attempted infringements of foreign exchange regulations are punishable by imprisonment of between one month and five years, and a fine of between 150 and 300,000 dinars, but not less than five times the amount of the offence”.

Thus, the judge, at the request of Customs (the Central Bank's coercive body), is given a wide latitude in terms of both the prison sentence and the fine.

It is unfortunate to note that no version of the draft reform of the Foreign Exchange Code has been made available, thus preventing any critical debate by business leaders, banks, chartered accountants, lawyers, civil society and others.



The same opacity surrounds the current reform of the notorious Article 411 of the Commercial Code concerning bad cheques (which, it should be remembered, carries a penalty of 5 years' imprisonment for each bad cheque and a 40% fine), and whose number of court cases exceeds 10,000, not counting fugitives abroad (estimated to exceed 100,000 people). In this respect, it's important to involve the check's beneficiary even more, since we see, for example, a well-known group accepting up to a hundred checks and not hesitating to pay them back together as soon as it becomes aware of a payment incident by the issuer with another supplier.

On the other hand, the President of the Republic's recent official visits to state-owned companies have been one after the other... and all the same, in search of a glorious past lost since the 1980s. With no structural reforms in sight, the financial hemorrhaging is getting worse and worse, and is ultimately borne by the taxpayer. We'll look at a few practical examples below.

Surfing on this trend, the new GM of Customs, recently appointed, is making a series of field visits. However, is this how he will learn about the problems and abuses occurring within Customs (some of which were extensively detailed by Mr. Imed Trabelsi, in the famous youtube video of confessions on 19.5.2017 having made nearly 4 Million views)?

What lessons have been learned from past cases to modernize the various customs processes? It is important to note, however, that there is the beginnings of a glimmer of hope, since PV fines have been digitized since the beginning of 2024, saving time in the processing of the entire customs litigation process: from the drafting of the PV to the enforcement of court rulings in customs and foreign exchange matters.

This system is interconnected with the services of the Ministry of Justice, the tax authorities and the state litigation department.

Finally, it is worth reminding the authorities of the implementation of certain old legal provisions. While the provision of the withholding tax certificate platform introduced by the Finance Act 2022 has finally begun to materialize since this month, the same cannot be said for the approved cash registers (connected to the Tax Dept.) introduced by the Finance Act 2016 and to date not entered into force.

Also, Article 18 of Law no. 2017-8 on tax benefits, which requires the Ministry of Finance to publish an annual report on the amounts allocated to tax and financial benefits, export sales and the number of jobs created by companies that have benefited from such benefits, their situation with regard to going concern, etc., is not yet in force.

But we all know that time in public is slower than in private!

June 10th, 2024

Sincerely yours

Mourad Abdelmoula
Chartered Accountant

A- Nouvelles lois

- La plateforme électronique « TEJ » d'élaboration des certificats de retenue à la source (art. 55 du Code d'impôts), qui permet un meilleur recoupement pour l'administration, est opérationnelle à compter du :
 - **1.6.2024** pour les sociétés sous contrôle de la DGE et la DME et pour les professionnels comptables et fiscaux.
 - **1.1.2025** pour les sociétés adhérant à la télédéclaration.
 - **1.1.2026** pour le reste des contribuables et pour les certificats de retenue d'IRPP des employés et des revenus des capitaux mobiliers (placés chez les banques).
- L'**Arrêté de la ministre des finances du 10.5.2024** fixe les modalités pratiques de telle plateforme (www.tej.finances.gov.tn).
- Après la publication du cahier des charges relatif à l'insertion du fichier XML, et les premiers tests, il demeure encore à ce jour quelques bugs (rejet de certains taux de change, calcul erroné du montant net servi en devises ...).
- Les gérants et directeurs des sociétés qui ne sont pas à jour auprès des services fiscaux, concernées doivent se déclarer à la DGE et la DME en présentant une copie de leur pièce d'identité.
- Le certificat doit être élaboré et soumis sur la plateforme au plus tard à la fin du mois suivant.
- Une **amende égale à 30% de la retenue à la source** (avec un min. de 50 DT) est appliquée en cas de non application de l'obligation.

A- Nuove legge

- La piattaforma elettronica "TEJ" per la redazione dei certificati di ritenuta d'acconto (art. 55 del Codice fiscale), che consente un migliore controllo incrociato per l'amministrazione, sarà operativa a partire da:
 - **1.6.2024** per le società sotto il controllo della DGE e della DME e per i professionisti contabili e fiscali.
 - **1.1.2025** per le società che aderiscono al sistema di archiviazione a distanza.
 - **1.1.2026** per il resto dei contribuenti e per i certificati di ritenuta IRPP dei dipendenti e dei redditi da capitale mobile (depositati presso le banche).
- L'ordinanza del Ministro delle Finanze del 10.5.2024 stabilisce i dettagli pratici di tale piattaforma (www.tej.finances.gov.tn).
- Dopo la pubblicazione delle specifiche per l'inserimento del file XML e i primi test, rimangono ancora alcuni bug da risolvere (rifiuto di alcuni tassi di cambio, calcolo errato dell'importo netto pagato in valuta estera...).
- I dirigenti e gli amministratori delle società che non sono in regola con il fisco devono registrarsi presso il DGE e il DME, presentando una copia del documento d'identità.
- Il certificato deve essere redatto e presentato sulla piattaforma entro la fine del mese dopo.
- In caso di mancato rispetto di questo obbligo, verrà applicata una **multa pari al 30% della ritenuta alla fonte** (con un min. di 50 DT).

A- New laws

- The "TEJ" electronic platform for drawing up withholding tax certificates (art. 55 of the French Tax Code), which enables better cross-checking for the tax authorities, will be operational from :
 - **June 1st, 2024** for companies under the control of the DGE and DME and for accounting and tax professionals.
 - **Jan. 1st, 2025** for companies subscribing to remote filing.
 - **Jan. 1st, 2026** for the rest of taxpayers and for IRPP withholding certificates for employees and income from movable capital (placed with banks).
- The Order of the Minister of Finance of 10.5.2024 sets out the practical details of such a platform (www.tej.finances.gov.tn).
- Following publication of the specifications for insertion of the XML file, and initial testing, a number of bugs remain (rejection of certain exchange rates, erroneous calculation of the net amount served in foreign currencies, etc.).
- Managers and directors of companies that are not up to date with the relevant tax authorities must register with the DGE and DME, presenting a copy of their identity papers.
- The certificate must be drawn up and submitted to the platform by the end of the following month at the latest.
- A **fine equal to 30% of the withholding tax** (with a min. of TND 50) is applied in the event of its non-application.

NB 1 : le bénéficiaire du paiement a accès à son certificat sur la plateforme (s'il est adhérent) ou par email ou sur support papier s'il n'est pas adhérent.

NB 2 : l'Arrêté ne fait aucune référence quant à une éventuelle annulation progressive de la déclaration d'employeur.

NB 3 : l'art. 6 de l'Arrêté ne fait pas mention du cas de paiement par voie de compensation.

NB 4 : le contribuable peut régulariser un certificat non établi dans les 4 ans qui suivent et sur autorisation de l'Administration.

NB 5 : une correction d'erreur matérielle sur le certificat (mais ne touchant pas le montant) peut être régularisée sur la plateforme avant le 30 avril de l'année qui suit. Sinon, c'est soumis à autorisation.

NB 6 : les contribuables espèrent à une 2^e étape de voir s'unifier et s'alléger les divers types de retenues (une 15^e à ce jour).

NB 7 : on suivra l'éventuelle mise à jour de la doctrine fiscale (Prise de position de la DGELF n° 2003-1477) au sujet de l'application de l'Art. 14-3 du Code de l'impôt qui est devenue pénible à gérer par les professionnels comptables, fiscaux et juridiques puisqu'ils se font souvent contrôler par l'Administration vu que leurs clients déclarent doublement les honoraires qui leurs sont servis, à savoir sur la déclaration d'employeur de l'année de constatation de la charge à payer et sur celle de l'année de réception de la facture et de son paiement.

NB 1: il beneficiario ha accesso al proprio certificato sulla piattaforma (se è iscritto) o via e-mail o su carta se non è iscritto.

NB 2: il Decreto non fa riferimento ad alcuna cancellazione graduale della dichiarazione del datore di lavoro.

NB 3: l'art. 6 del Decreto non fa alcun riferimento al caso di pagamento in compensazione.

NB 4: il contribuente può regolarizzare un certificato non redatto entro 4 anni e con l'autorizzazione dell'Amministrazione.

NB 5: la correzione di un errore materiale sul certificato (ma che non incide sull'importo) può essere regolarizzata sulla piattaforma entro il 30 aprile dell'anno successivo. In caso contrario, è necessaria un'autorizzazione.

NB 6: i contribuenti sperano di vedere unificate e razionalizzate in una seconda fase le varie tipologie di detrazione (ad oggi ~15).

NB7: seguiremo l'eventuale aggiornamento della dottrina fiscale (parere DGELF n. 2003-1477) in merito all'applicazione dell'art. 14-3 del Codice Fiscale, che prevede l'obbligo di autorizzazione. 14-3 del Codice Fiscale, che è diventato difficile da gestire per i professionisti contabili, fiscali e legali, che spesso vengono controllati dalle autorità fiscali perché i loro clienti dichiarano i compensi pagati a loro due volte, cioè nella dichiarazione dei redditi del datore di lavoro per l'anno in cui viene stabilito l'onere e nella dichiarazione dei redditi per l'anno in cui viene ricevuta e pagata la fattura.

NB 1: the beneficiary of the payment has access to his certificate on the platform (if he is a member) or by email or on paper if he is not a member.

NB 2: the decree makes no reference to the progressive cancellation of employer declarations.

NB 3: art. 6 of the Decree makes no mention of payment by way of compensation.

NB 4: the taxpayer may regularize a certificate that has not been drawn up within 4 years, with the authorization of the Administration.

NB 5: a correction to a material error on the certificate (but not affecting the amount) can be regularized on the platform before April 30 of the following year. Otherwise, authorization is required.

NB 6: taxpayers hope to see the various types of deductions (~15 to date) unified and streamlined in a 2nd stage.

NB 7: we will be monitoring any updates to tax doctrine (DGELF position paper no. 2003-1477) concerning the application of Art. 14-3 of the French Tax Code, which has become difficult for accounting, tax and legal professionals to manage, since they are often audited by the tax authorities when their clients declare the fees paid to them twice, i.e. on the employer's tax return for the year in which the accrued expense is recognized, and on the tax return for the year in which the invoice is received and paid.

- Le **Décret n° 2024-182** du 4.4.2024 est venu modifier et compléter le Décret n° 2017-389 relatif aux **incitations financières au profit des investissements** réalisés dans le cadre de la loi de l'investissement.
- A titre de rappel, le Décret n° 2017-389 stipule tous les avantages accordés notamment aux investissements dans les zones de développement régional- ZDR et dans les secteurs prioritaires, que ce soit sous forme de primes obtenues de l'Etat, de terrains à prix réduits, d'exonérations des contributions de CNSS, de prise en charge d'une partie des salaires...
- Le Décret n° 2024-182 est assez long, nous essayons d'en relever les principales dispositions :
 - Minimum des capitaux propres – CP :
 - Le taux des CP de 30% de l'investissement (industrie et services) est réduit à 10% lorsque ledit investissement ne dépasse pas 1 million DT.
 - Nouvelle définition des CP : Capital + réserves + résultats non distribués.
 - Allègement des conditions de cumul des primes (qui sont limitées à 33% du montant de l'investissement et ne pouvant pas dépasser 5 Millions DT).
 - La demande de déblocage des primes est déposée dans un délai de 5 ans à compter de la date de déclaration d'investissement APII (ou TIA). Le délai est prorogeable à 7 ans.
- Il **decreto n. 2024-182** del 4.4.2024 modifica e integra il decreto 2017-389 sugli **incentivi finanziari per gli investimenti** effettuati ai sensi della Legge sugli investimenti.
- A titolo di promemoria, il decreto n. 2017-389 illustra tutti i vantaggi concessi in particolare agli investimenti nelle zone di sviluppo regionale – ZDR e nei settori prioritari, sotto forma di premi ottenuti dallo Stato, terreni a prezzi ridotti, esenzioni dai contributi CNSS, copertura di parte dei salari, ecc.
- Il decreto n. 2024-182 è piuttosto lungo, ma abbiamo cercato di evidenziare le disposizioni principali :
 - Capitale proprio minimo - CP:
 - Il tasso di CP del 30% dell'investimento (industria e servizi) è ridotto al 10% quando tale investimento non supera 1 milione di DT.
 - Nuova definizione di CP: capitale + riserve + utili non distribuiti.
 - Allentamento delle condizioni per l'accumulo dei premi (che sono limitati al 33% dell'importo dell'investimento e non possono superare i 5 milioni di DT).
 - La domanda di svincolo dei premi deve essere presentata entro 5 anni dalla data di dichiarazione dell'investimento APII (o TIA). Questo periodo può essere esteso a 7 anni.
- **Decree no. 2024-182** of 4.4.2024 amends and supplements Decree no. 2017-389 on **financial incentives for investments** made under the Investment Act.
- By way of reminder, Decree no. 2017-389 stipulates all the advantages granted in particular to investments in regional development zones – ZDR and priority sectors, whether in the form of premiums obtained from the State, land at reduced prices, exemptions from CNSS contributions, assumption of part of salaries...
- Decree no. 2024-182 is fairly long, but we have tried to highlight the main provisions:
 - Minimum shareholders' equity - SE:
 - The SE rate of 30% of the investment (industry and services) is reduced to 10% when said investment does not exceed 1 million DT.
 - New definition of SE: capital + reserves + retained earnings.
 - Conditions for accumulation of bonuses have been eased (limited to 33% of the investment amount, up to a maximum of TND 5 million).
 - The application to release premiums must be submitted within 5 years of the date of declaration of the APII (or TIA) investment. this period may be extended to 7 years.

- Le déblocage des primes est fait après un constat sur terrain par les services de contrôle d'impôts, par une expertise de la construction...
- La demande des avantages (avec l'étude de faisabilité technique et économique) est reportée à 2 ans (au lieu d'un an) à compter de la date de déclaration d'investissement APII (ou TIA).
- L'exonération de la contribution d'employeur à la CNSS à compter de l'entrée en activité pour :
 - 3 ans dans les secteurs prioritaires,
 - 5 ans dans les ZDR du 1^e groupe,
 - 10 ans dans les ZDR du 2^e groupe
 s'applique désormais à tout le personnel tunisien (et donc abandon de la double exigence de recrutement pour la 1^e fois et à titre permanent).
- La date d'entrée en activité pour les opérations d'extension ou de renouvellement est adoptée sur la base de la date d'acquisition des équipements et du matériel et la constatation de leur mise en marche.
- Gli incentivi saranno rilasciati dopo un sopralluogo da parte delle autorità fiscali, una perizia edilizia, ecc.
- La richiesta di agevolazioni (con lo studio di fattibilità tecnica ed economica) è posticipata a 2 anni (anziché un anno) dalla data della dichiarazione di investimento APII (o TIA).
- Esenzione dal contributo del datore di lavoro al CNSS a partire dall'inizio dell'attività per :
 - 3 anni nei settori prioritari,
 - 5 anni nelle ZDR del gruppo 1,
 - 10 anni nelle ZDR del gruppo 2
 ora si applica a tutto il personale tunisino (e quindi viene meno il doppio requisito della ricreazione per la prima volta e su base permanente).
- La data di inizio attività per le operazioni di ampliamento o rinnovo è adottata in base alla data di acquisizione delle attrezzature e dei materiali e alla data di messa in funzione.
- Bonuses are released after a site inspection by the tax authorities, or a building survey...
- The application for benefits (with the technical and economic feasibility study) is postponed to 2 years (instead of one year) from the date of the APII (or TIA) investment declaration.
- Exemption from employer's contribution to the CNSS from the start of business for :
 - 3 years in priority sectors,
 - 5 years in 1st group ZDRs,
 - 10 years in group 2 ZDRs
 now applies to all Tunisian staff (and therefore the double requirement of 1st time and permanent re-entry is dropped).
- The date of entry into operation for extension or renewal operations is adopted on the basis of the date of acquisition of the equipment and material and the confirmation of their start-up.

- La **Loi n° 2024-3 du 18.1.2024** est venue modifier le DL n° 2022-13 relatif à la **conciliation pénale** et à l'affectation de ses produits.
- Ladite loi est venue à la suite de la lenteur observée dans l'avancement dans la collecte des fonds où uniquement 14 personnes ont conclu des accords pour un montant total de 27 Millions DT contre l'abandon de leurs poursuites pénales.
- La **legge n. 2024-3** del 18.1.2024 ha modificato il DL 2022-13 sulla **conciliazione penale** e la destinazione dei suoi proventi.
- Questa legge è stata introdotta in seguito alla lentezza dei progressi nella raccolta dei fondi, con solo 14 persone che hanno concluso accordi per un totale di 27 milioni di DT in cambio dell'abbandono dei loro procedimenti penali.
- **Law no. 2024-3** of 18.1.2024 amended DL no. 2022-13 on **penal conciliation** and the allocation of its proceeds.
- This law was prompted by the slow progress made in the collection of funds, with only 14 people having concluded agreements for a total of 27 million DT against the dropping of their criminal proceedings.

- La nouvelle Loi est venue porter principalement :
 - Une réduction des délais à 4 mois pour convenir avec le demandeur du montant à proposer.
 - Une facilité de paiement de l'indemnité (50% immédiatement et le solde dans les 6 mois).
 - La décision du montant transactionnel revient au Conseil National de Sécurité qui peut accepter le montant qui lui est parvenu de la Commission de conciliation pénale, ou le rejeter ou demander son augmentation.

NB 1 : les experts judiciaires trouvent des difficultés à réaliser leurs missions dans des délais très courts.

NB 2 : Il est admis la difficulté pour une personne détenue de collecter les fonds, et dont l'entreprise affronte des difficultés, si ce n'est à travers sa famille ou ses amis.

NB 3 : la pénalité de retard de 10% par année (depuis la réalisation de l'infraction) demeure assez pénalisante.

- Le principali disposizioni della nuova legge sono le seguenti :
 - Riduzione a 4 mesi del termine per concordare con il richiedente l'importo da offrire.
 - Pagamento più semplice dell'indennizzo (50% immediato e il saldo entro 6 mesi).
 - La decisione sull'importo del risarcimento spetta al Consiglio di sicurezza nazionale, che può accettare l'importo ricevuto dalla Commissione di conciliazione penale, rifiutarlo o chiederne l'aumento.

NB 1: Gli esperti giudiziari hanno difficoltà a svolgere i loro incarichi in tempi molto stretti.

NB 2: Si ammette che è difficile per un detenuto raccogliere fondi, e la cui azienda si trova in difficoltà, se non attraverso familiari o amici.

NB 3: La penalità di mora del 10% all'anno (dal momento in cui è stato commesso il reato) è ancora piuttosto penalizzante.

- The main features of the new law are
 - A reduction in the deadline to 4 months for agreeing with the claimant on the amount to be offered.
 - Easier payment of compensation (50% immediately and the balance within 6 months).
 - The decision on the settlement amount rests with the National Security Council, which can accept the amount received from the Criminal Conciliation Commission, reject it or request an increase.

NB 1: Judicial experts find it difficult to carry out their assignments within very tight deadlines.

NB 2: It is acknowledged that it is difficult for a detainee to collect funds, and whose company is experiencing difficulties, if not through family or friends.

NB 3: The late payment penalty of 10% per year (since the offence was committed) is still quite penalizing.

- La **Douane** a mis en place le **Service de Transaction Electronique** qui permet aux contribuables de suivre leur dossier de contentieux douanier.
- Telle plateforme, accessible par la personne concernée ou son avocat ou un mandataire, permet de déposer la demande de transaction financière.

- La **dogana** ha istituito il **Servizio di transazione elettronica**, che consente ai contribuenti di monitorare le loro controversie doganali.
- Questa piattaforma, a cui possono accedere l'interessato, il suo avvocato o un agente, consente di presentare una domanda di transazione finanziaria.

- **Customs** has set up the **Electronic Transaction Service**, which enables taxpayers to monitor their customs claims.
- This platform, which can be accessed by the person concerned, their lawyer or an agent, enables them to submit a request for a financial transaction.

-
- La **circulaire BCT n. 2024-2** portant sur les conditions de commercialisation et de tarification des produits et services financiers vise notamment à assurer une **communication des banques claire et transparente avec les clients**.
 - Les banques doivent, à titre d'exemple :
 - Informer leurs clients, par tout moyen laissant trace écrite, de toute modification à introduire aux caractéristiques du produit ou du service financier ou aux niveaux de rémunération ou de tarification 10 jours au moins avant l'entrée effective de ladite modification ;
 - Donner l'accord de financement entre 5 et 30 jours (selon le type de crédit) ;
 - Informer les clients, en cas d'adoption d'un taux d'intérêt variable, des impacts sur les mensualités dues en principal et en intérêt suite à une variation du taux d'intérêt sur le marché monétaire de 100 points de base ou plus. Ces impacts doivent être portés au niveau du tableau d'amortissement ;
 - Fournir aux titulaires des comptes professionnels les échelles d'intérêts calculés trimestriellement en indiquant tous les éléments pris en compte pour le calcul de ces intérêts ;
 - Informer les clients en cas de souscription à une offre groupée (« Pack ») des différents services qui la composent, etc.
 - Délivrer sous 30 jours toute attestation de mainlevée de garantie.
 - La **circolare 2024-2 dell BCT** sulle condizioni per la commercializzazione e la determinazione dei prezzi di prodotti e servizi finanziari mira a garantire che le banche **comunichino in modo chiaro e trasparente con i clienti**.
 - Ad esempio, le banche devono
 - informare i propri clienti, con qualsiasi mezzo che lasci una traccia scritta, di qualsiasi modifica da apportare alle caratteristiche del prodotto o servizio finanziario o ai livelli di remunerazione o di prezzo almeno 10 giorni prima che la modifica abbia effettivamente effetto;
 - concedere al contratto di finanziamento tra i 5 e i 30 giorni (a seconda del tipo di credito);
 - in caso di adozione di un tasso di interesse variabile, informare i clienti dell'impatto sulle rate mensili dovute per capitale e interessi di una variazione del tasso di interesse del mercato monetario pari o superiore a 100 punti base. Tali impatti devono essere indicati nel piano di ammortamento;
 - fornire ai titolari di conti commerciali le tabelle degli interessi calcolati trimestralmente, indicando tutti gli elementi presi in considerazione per il calcolo di tali interessi;
 - informare i clienti, al momento della sottoscrizione di un pacchetto di servizi, dei vari servizi che lo compongono, ecc.
 - rilasciare eventuali certificati di svincolo della garanzia entro 30 giorni.
 - **CBT circular no. 2024-2** on marketing and pricing conditions for financial products and services aims to ensure that banks **communicate clearly and transparently with customers**.
 - For example, banks must:
 - Inform their customers, by any means that leaves a written trace, of any change to be made to the characteristics of the financial product or service, or to the levels of remuneration or pricing, at least 10 days before the change actually takes effect;
 - Give financing approval between 5 and 30 days (depending on the type of credit);
 - Inform customers, in the event of the adoption of a variable interest rate, of the impact on monthly repayments due in principal and interest following a variation in the money market interest rate of 100 basis points or more. These impacts must be shown on the amortization schedule;
 - Provide business account holders with interest scales calculated quarterly, indicating all the elements taken into account in calculating this interest;
 - Inform customers when they subscribe to a "Pack" package of the various services it includes, etc.
 - Issue all guarantee release certificates within 30 days.
-

- | | | |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de la politique de l'Etat du decashing, la circulaire BCT n° 2024-3 a plafonné ou imposé la gratuité de certains frais, notamment relatifs aux cartes de crédit. | <ul style="list-style-type: none"> • Nell'ambito della politica di decashing dello Stato, la circolare BCT n. 2024-3 ha imposto un tetto massimo o la gratuità di alcune commissioni, in particolare quelle relative alle carte di credito. | <ul style="list-style-type: none"> • As part of the State's decashing policy, CBT circular no. 2024-3 has capped or imposed free charges on certain items, notably credit cards. |
| <ul style="list-style-type: none"> • La Loi n° 2024-10 autorisant la Banque Centrale de Tunisie à octroyer des facilités au profit de la Trésorerie générale de Tunisie a permis au Trésor d'emprunter 7 Milliards DT pour financer en partie le budget de 2024. • Cette dérogation à l'Art. 25 de la loi n° 2016-35 relative au statut de la BCT est activée la 2^e fois.
NB : certains y voient comme un facteur de « planche à billets », d'autres comme un moyen d'épargner le coût d'intérêts élevé appliqué par les banques, jusque là les seuls intermédiaires admis entre la BCT et l'Etat. | <ul style="list-style-type: none"> • La legge N. 2024-10 che autorizza la Banca centrale tunisina a concedere prestiti alla Tesoreria generale della Tunisia ha permesso alla Tesoreria di prendere in prestito 7 miliardi di DT per cofinanziare il bilancio 2024. • Questa deroga all'art. 25 della legge 2016-35 sullo status del BCT viene attivata per la seconda volta.
NB: Alcuni vedono in questo un modo per "stampare denaro", mentre altri lo vedono come un modo per evitare gli alti interessi applicati dalle banche, finora gli unici intermediari ammessi tra il BCT e lo Stato. | <ul style="list-style-type: none"> • Law no. 2024-10 authorizing the Central Bank of Tunisia to grant loans to the General Treasury of Tunisia has enabled the Treasury to borrow DT 7 billion to part-finance the 2024 budget. • This derogation from Art. 25 of Law no. 2016-35 on the status of the BCT is activated for the 2nd time.
NB: some see this as a "money printing" factor, others as a way of avoiding the high interest costs applied by banks, until now the only intermediaries allowed between the BCT and the State. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Le Décret n° 2024-90 relatif à l'émission de l'emprunt obligataire national de l'année 2024 a permis aux tunisiens non-résidents d'y souscrire et de se faire rembourser en devises. | <ul style="list-style-type: none"> • Il decreto n. 2024-90 relativo all'emissione del bond nazionale 2024 ha permesso ai tunisini non residenti di sottoscrivere ed essere rimborsati in valuta estera. | <ul style="list-style-type: none"> • Decree no. 2024-90 relating to the issue of the 2024 national bond has enabled non-resident Tunisians to subscribe and be reimbursed in foreign currency. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Selon la circulaire BCT n° 2024-07 les virements reçus de l'étranger par les associations doivent être communiqués par les banques à la BCT. • On peut comprendre que telle circulaire est venue enterrer le projet de loi introduit par la | <ul style="list-style-type: none"> • Secondo la circolare BCT n. 2024-07, i bonifici ricevuti dall'estero dalle associazioni devono essere comunicati dalle banche alla BCT. • È comprensibile che questa circolare abbia insabbiato il progetto di legge presentato dalla | <ul style="list-style-type: none"> • According to CBT circular no. 2024-07, transfers received from abroad by associations must be communicated by the banks to the CBT. • It is understandable that this circular has buried the draft law introduced by the |

Présidence de la République à l'Assemblée des députés et visant à instaurer des autorisations au financement étranger des associations.

NB : une association telle que IWATCH a reçu des donations au cours de 2023 (de l'UE, CARTER CENTER, ONU...) pour un total de plus de 9,5 Millions TND (~2,9 Millions €) selon leur site : www.iwatch.tn/ar/bailleur

Presidenza della Repubblica all'Assemblea dei Deputati e volto a introdurre autorizzazioni per il finanziamento estero delle associazioni.

NB: un'associazione come IWATCH ha ricevuto donazioni nel corso del 2023 (dall'UE, dal CARTER CENTER, dall'ONU, ecc.) per un totale di oltre 9,5 milioni di TND (~2,9 milioni di €), secondo il loro sito web: www.iwatch.tn/ar/bailleur

Presidency of the Republic at the Assembly of Deputies, aimed at introducing authorizations for foreign financing of associations.

NB: an association such as IWATCH received donations during 2023 (from the EU, CARTER CENTER, UNO...) for a total of over 9.5 million TND (~2.9 million €) according to their website: www.iwatch.tn/ar/bailleur

• L'Etat a finalement décidé d'adopter la **carte d'identité biométrique** à travers la Loi organique n° 2024-22 modifiant et complétant la loi N° 93-27 relative à la Carte d'identité et le **passport biométrique** à travers la Loi organique n° 2024-23 ayant modifié la Loi n° 75-40 relative aux passeports et aux documents de voyage.

NB : il était temps d'adopter tels documents sécurisés afin de se mettre au diapason des normes internationales et de contrecarrer les faux documents.

Il est à rappeler à titre d'exemple le vol de 450 passeports vierges au consulat de Tunisie à Lyon (France) en 2017.

• Lo Stato ha infine deciso di adottare la **carta d'identità biometrica** attraverso la Legge organica n. 2024-22 che modifica e integra la Legge n. 93-27 sulle carte d'identità, e il **passaporto biometrico** attraverso la Legge organica n. 2024-23 che modifica la Legge n. 75-40 sui passaporti e i documenti di viaggio.

NB: Era giunto il momento di adottare questi documenti sicuri per allinearci agli standard internazionali e contrastare la falsificazione dei documenti.

Ad esempio, nel 2017 sono stati rubati 450 passaporti in bianco dal consolato tunisino a Lyon (Francia).

• The State finally decided to adopt the **biometric identity card** through Organic Law no. 2024-22 amending and supplementing Law no. 93-27 on identity cards, and the **biometric passport** through Organic Law no. 2024-23 amending Law no. 75-40 on passports and travel documents.

NB: It was high time to adopt such secure documents, to bring us into line with international standards and counter forged documents.

For example, 450 blank passports were stolen from the Tunisian consulate in Lyon (France) in 2017.

• La **Loi organique n° 2024-1** portant approbation d'un protocole d'accord entre les gouvernements de la Tunisie et la Chine sur l'envoi des **équipes médicales chinoises en Tunisie**.

NB : est-ce l'exode des médecins tunisiens (notamment vers la France et l'Allemagne) qui a poussé à la promulgation de telle loi ?

• **Legge organica n. 2024-1** che approva un memorandum d'intesa tra i governi della Tunisia e della Cina sull'invio di **squadre mediche cinesi in Tunisia**.

NB: È stato l'esodo dei medici tunisini (in particolare verso la Francia e la Germania) a spingere all'emanazione di questa legge?

• **Organic law no. 2024-1** approving a memorandum of understanding between the governments of Tunisia and China on the attachment of **Chinese medical teams** to Tunisia.

NB: was it the exodus of Tunisian doctors (notably to France and Germany) that prompted the enactment of such a law?

-
- Les plafonds annuels de remboursement des **soins médicaux** ont été rehaussés par la **CNAM** à compter du 1.2.2024 pour varier de 350 DT (sans enfants à charges) jusqu'à 1350 DT (4 enfants ou +).
 - I massimali annuali per il **rimborso delle cure mediche** sono stati innalzati dal **CNAM** con effetto dal 1.2.2024 e variano da 350 DT (senza figli a carico) a 1350 DT (4 o più figli).
 - The annual ceilings for **medical care reimbursement** have been raised by **CNAM** from Feb. 1st, 2024 to vary from TND 350 (without dependent children) to TND 1350 (4 or more children).
-

B- Difficultés pratiques

- Certaines entreprises exportatrices ont subi des **redressements fiscaux** aboutissant au rejet d'application du taux de **retenue d'impôt forfaitaire de 20%** sur le salaire du gérant étranger au motif d'absence de l'attestation délivrée par le Ministère de l'emploi portant exemption du contrat de travail portant visa selon l'Art. 258 du Code de travail.
- Ceci est contraire aux dispositions de l'Art. 14-4 de la Loi n° 2017-8 relative aux avantages fiscaux qui n'a pas conditionné l'avantage accordé au gérant par la présentation de ladite attestation (contrairement aux cadres étrangers, auxquels s'appliquent la condition stipulée dans l'Art. 6 de la loi n° 2016-71 relative à l'investissement).
- Aussi et quand bien même telle attestation serait requise, il a été prouvé que le Ministère de l'emploi n'en délivre qu'une seule par personne, nonobstant le nombre de sociétés sur lesquelles il est nommé gérant.
- La DGELF a été sollicitée à ce propos (laquelle a transmis le dossier à la DGI pour avis).

B- Difficoltà pratiche

- Alcune società esportatrici sono state oggetto di **accertamenti fiscali** che hanno portato al rifiuto dell'applicazione della **ritenuta alla fonte forfettaria del 20%** sullo stipendio del manager straniero a causa dell'assenza del certificato rilasciato dal Ministero del Lavoro che esenta il contratto di lavoro dal visto ai sensi dell'art. 258 del Codice del Lavoro.
- Ciò è contrario alle disposizioni dell'art. 14-4 della Legge n. 2017-8 relativa alle agevolazioni fiscali, che non subordina il beneficio concesso al dirigente alla presentazione del suddetto certificato (a differenza dei dirigenti stranieri, ai quali si applica la condizione prevista dall'art. 6 della Legge n. 2016-71 relativa agli investimenti).
- Inoltre, anche se tale certificato fosse necessario, è stato dimostrato che il Ministero del Lavoro ne rilascia solo uno per persona, indipendentemente dal numero di aziende in cui è stato nominato dirigente.
- È stato chiesto alla DGELF di esaminare la questione (che ha trasmesso il fascicolo alla DGI per un parere).

B- Practical issues

- Some exporting companies have been subject to **tax reassessments** resulting in the rejection of the application of the **20% flat withholding tax rate** on the salary of the foreign manager, on the grounds of the absence of the certificate issued by the Ministry of Employment exempting the employment contract bearing a visa in accordance with Art. 258 of the Labor Code.
- This is contrary to the provisions of Art. 14-4 of Law no. 2017-8 on tax benefits, which does not make the benefit granted to the manager conditional on presentation of the aforementioned attestation (unlike foreign executives, to whom the condition stipulated in Art. 6 of Law no. 2016-71 on investment applies).
- Also and even if such attestation would be required, it has been proven that the Ministry of Employment only issues one per person, notwithstanding the number of companies on which he is appointed manager.
- The DGELF was consulted on this matter (which forwarded the file to the DGI for its opinion).

- Certaines entreprises exportatrices, filiales de sociétés étrangères, ont subi des **redressements fiscaux** au sujet de la **non application de retenue à la source** au titre de l'Art. 52-II-4 du Code de l'impôt.

- Alcune società esportatrici, filiali di società estere, sono state oggetto di **accertamenti fiscale** per la **mancata applicazione della ritenuta alla fonte** ai sensi dell'art. 52-II-4 del Codice fiscale.

- Certain exporting companies, subsidiaries of foreign companies, have been subject to **tax reassessments** concerning the **non-application of withholding tax** under Art. 52-II-4 of the Tax Code.

-
- Tel article impose au payeur établi en Tunisie de retenir 15% sur les sommes payées aux non-résidents et non établis en Tunisie qui n'ont pas établi une déclaration d'existence au titre d'**établissement stable** selon l'Art. 56 du Code de l'impôt.
 - Le chef de redressement concerne les sommes facturées par la société mère au sujet de l'assistance juridique, technique, commerciale, marketing, management fees, IT, RH. A cela, est rajouté la présence de directeurs de la société mère en Tunisie pour exécuter ladite assistance avec la preuve de leur direction de fait de la filiale, ce qui prouve implicitement l'existence d'un établissement stable.
 - Il convient de rappeler que la Note commune fiscale n° 2015-2 a prévu qu'une société non-résidente et non établie est considérée comme ayant un établissement stable lorsqu'elle réalise en Tunisie des services :
 - continuus dans le temps (leur durée dépasse six mois),
 - multiples et dépendants les unes des autres,
 - formant un cycle commercial complet.
 - Le redressement aboutit à un montant redressé de 17,64% (en sus des pénalités de retard) en vertu de l'Art. 52-IV du Code de l'impôt.
 - Questo articolo impone al pagatore stabilito in Tunisia di trattenere il 15% sulle somme pagate a non residenti non stabiliti in Tunisia che non hanno redatto una dichiarazione di esistenza di una **stabile organizzazione** ai sensi dell'art. 56 del Codice fiscale.
 - La rettifica riguarda le somme fatturate dalla società madre per spese legali, tecniche, commerciali, di marketing, di gestione, di assistenza informatica e di risorse umane. A ciò si aggiunge la presenza di amministratori della società madre in Tunisia per svolgere la suddetta assistenza, con la prova della loro gestione di fatto della filiale, che dimostra implicitamente l'esistenza di una stabile organizzazione.
 - Si ricorda che la Nota Tributaria Congiunta 2015-2 stabilisce che una società non residente e non stabilita è considerata in possesso di una stabile organizzazione quando presta servizi in Tunisia:
 - continuativi nel tempo (la loro durata supera i sei mesi),
 - multipli e dipendenti l'uno dall'altro,
 - formano un ciclo economico completo.
 - L'adeguamento comporta un importo rettificato del 17,64% (oltre alle sanzioni per ritardato pagamento) ai sensi dell'art. 52-IV del Codice fiscale.
 - This article requires the payer established in Tunisia to withhold 15% on sums paid to non-residents not established in Tunisia who have not drawn up a declaration of existence as a **permanent establishment** in accordance with Art. 56 of the Tax Code.
 - The adjustment concerns sums invoiced by the parent company for legal, technical, sales, marketing, management fees, IT and HR assistance. Added to this is the presence of the parent company's directors in Tunisia to carry out the said assistance, with proof of their de facto management of the subsidiary, which implicitly proves the existence of a permanent establishment.
 - It should be recalled that Joint Tax Note no. 2015-2 provided that a non-resident and non-established company is considered to have a permanent establishment when it performs services in Tunisia:
 - continuous over time (their duration exceeds six months),
 - multiple and mutually dependent,
 - form a complete business cycle.
 - The adjustment results in an adjusted amount of 17.64% (in addition to late penalties) under Art. 52-IV of the Tax Code.
-

- Certaines entreprises ont subi des **redressements de la CNSS** au sujet des salaires servis aux **co-gérants** affiliés au régime indépendant.
- Ainsi, hormis le 1^e gérant pour lequel est admise la cotisation au régime indépendant, la CNSS redresse les salaires des autres co-gérants selon les contributions au régime employé.
- La CNSS applique les 25,25% en sus des pénalités de retard (nonobstant les contributions payées par le gérant).
- L'entreprise se croit à l'abri en appliquant le Décret n° 95-1166 qui oblige le mandataire social à s'affilier au régime indépendant.
- Par contre, la CNSS se réfère à l'Art. 35 de la Loi n° 60-30 relative à la sécurité sociale qui dispose « *Il ne peut y avoir, au regard du champ d'application de l'assujettissement du travail, qu'une seule personne physique susceptible d'être considérée comme employeur dont la rémunération n'est pas soumise à cotisation dans les sociétés* ».
- Aussi, la CNSS avance l'argument qu'en nommant plus d'un gérant, l'Entreprise cherche à réduire ses charges vu le taux de contribution au régime indépendant minoré à 12,86%.
- Quand bien même telle exonération est anachronique avec le Décret susvisé, la CNSS maintient sa position en exigeant que les co-gérants se désadhèrent du régime indépendant pour adhérer au régime employé.
- Alcune aziende sono state soggette ad **accertamenti da parte della CNSS** per quanto riguarda gli stipendi corrisposti ai **co-amministratori delegati** affiliati al regime dei lavoratori autonomi.
- Ad eccezione del 1° dirigente, per il quale sono accettati i contributi al regime dei lavoratori autonomi, la CNSS adegua gli stipendi degli altri cogestori in base ai contributi versati al regime dei dipendenti.
- La CNSS applica il 25,25% più le penalità di mora (nonostante i contributi versati dal dirigente).
- L'azienda ritiene di essere al sicuro applicando il decreto n. 95-1166, che impone al dirigente aziendale di iscriversi al regime dei lavoratori autonomi.
- D'altra parte, la CNSS fa riferimento all'art. 35 della legge n. 60-30 on. 35 della Legge n. 60-30 sulla previdenza sociale, che stabilisce che "può esistere una sola persona fisica considerata un datore di lavoro la cui retribuzione non è soggetta a contributi nelle aziende".
- La CNSS sostiene inoltre che, nominando più di un dirigente, l'azienda cerca di ridurre i propri costi, dato che l'aliquota di contribuzione al regime dei lavoratori autonomi è ridotta al 12,86%.
- Anche se tale esenzione è anacronistica rispetto al decreto citato, la CNSS mantiene la sua posizione imponendo ai cogestori di uscire dal regime autonomo e di iscriversi al regime dei dipendenti.
- Some companies have been subject to **adjustments by the CNSS** concerning the salaries paid to **co-general managers** affiliated to the self-employed scheme.
- With the exception of the 1st manager, for whom contributions to the self-employed scheme are admitted, CNSS adjusts the salaries of the other co-managers according to the contributions to the employee scheme.
- CNSS applies the 25.25% plus late penalties (notwithstanding the contributions paid by the manager).
- The company believes it is safe in applying Decree no. 95-1166, which requires the corporate officer to join the self-employed scheme.
- CNSS, on the other hand, refers to Art. 35 of Law no. 60-30 on social security, which stipulates that "there can only be one natural person who can be considered as an employer whose remuneration is not subject to company contributions".
- The CNSS also argues that, by appointing more than one manager, the company is seeking to reduce its charges, as the rate of contribution to the self-employed scheme is reduced to 12.86%.
- Even though such an exemption is anachronistic with the aforementioned Decree, CNSS maintains its position by requiring the co-managers to opt out of the self-employed scheme and join the employee scheme.

- Certaines entreprises ont subi des **redressements de la CNSS** au sujet des frais de location de bus ou de leurs amortissements et charges d'exploitation nécessaires au **transport de leur personnel**.
- Cette tendance d'assurer le transport par l'entreprise même est devenue courante étant donné d'une part le besoin croissant des entreprises d'observer une discipline dans les horaires de travail et d'autre part la baisse de fréquence et de densité du transport public.
- L'entreprise se croit couverte en bénéficiant de l'exonération prévue par l'Art. 2 du décret n° 2003-1098.
- Toutefois, la CNSS a sa propre interprétation dudit Art. 2 à travers sa note interne n° 39/2019 qui prévoit l'exonération du transport du personnel seulement dans 4 cas :
 - Le travail de nuit des femmes (entre 22h et 6h) en vertu des Art. 66 et 68-2 du Code de travail.
 - Le travail des employés agricoles.
 - Le travail dans une entreprise sise dans une zone éloignée ou isolée et non desservie par un transport public groupé et régulier.
 - Le travail dans une entreprise non desservie par un transport public groupé et régulier durant les horaires de début ou de fin du travail.
- Alcune aziende hanno dovuto pagare alla **CNSS accertamenti sui costi di noleggio degli autobus** o l'ammortamento e i costi operativi necessari per il trasporto del personale.
- Questa tendenza a fornire il trasporto da parte dell'azienda stessa è diventata comune, data la crescente necessità per le aziende di osservare una disciplina negli orari di lavoro e la diminuzione della frequenza e della densità dei trasporti pubblici.
- Le aziende ritengono di rientrare nell'esenzione prevista dall'art. 2 del decreto n. 2003-1098.
- Tuttavia, la CNSS ha una propria interpretazione del suddetto articolo 2 attraverso la nota interna n. 39/2019 che prevede l'esenzione del trasporto del personale solo in 4 casi:
 - Lavoro notturno delle donne (tra le 22.00 e le 6.00) ai sensi degli articoli 66 e 68-2 del Codice del Lavoro.
 - Lavoro dei dipendenti agricoli.
 - Lavoro in un'azienda situata in un'area remota o isolata non servita da trasporti pubblici regolari.
 - Lavoro in un'azienda che non è servita da trasporti pubblici raggruppati e regolari durante l'orario di lavoro.
- Some companies have been **reassessed by the CNSS for bus rental costs**, depreciation and operating expenses incurred in transporting their staff.
- The tendency for companies to provide their own transport services has become commonplace, given the growing need for discipline in working hours and the declining frequency and density of public transport.
- The company believes it is covered by the exemption provided for in Art. 2 of decree no. 2003-1098.
- However, the CNSS has its own interpretation of the said Art. 2 through its internal note n° 39/2019 which provides for the exemption of staff transport only in 4 cases:
 - Night work by women (between 10pm and 6am) under Art. 66 and 68-2 of the Labor Code.
 - Agricultural workers.
 - Work in a company located in a remote or isolated area not served by regular public transport.
 - Work in a business not served by grouped and regular public transport during working hours.

C- Infos & rappels utiles

- L'Art. 52 de la loi de finances 2022 a supprimé l'**avantage d'achat en suspension de TVA** pour les sociétés de services.
- Certaines sociétés ayant pour objet la gestion d'une **plateforme de sous-traitance**, classé par l'APII sous le secteur de services, se trouvent pénalisées face à telle disposition.
- La doctrine fiscale, à travers notamment la prise de position fiscale de la DGI n° 2022-42 a répondu que suite aux réunions tenues avec l'APII, il a été décidé de classer les plateformes parmi les secteur d'industrie et de ce fait elles bénéficient de l'avantage de suspension de TVA.

- L'**Arrêté du ministre des finances du 28.1.2009** fixant les modalités d'application des Art. 22 à 35 du code des douanes fixe les conditions de détermination de la **valeur en douane à l'importation** dans les cas particuliers, tels que l'application d'un droit de licence ou de redevance, d'intérêts sur financement, de condition rattachée à la vente ...

- Suite à une demande d'**accès à l'information** déposée par une association au Ministère des finances, il a été révélé que les recettes fiscales de l'Etat provenant des **infractions de radar** ont évolué comme suit (en Millions de DT) de 2020 à 2023: 2 → 9 → 47 → 44.

NB : telle croissance exponentielle n'est pas sans relation avec l'introduction des terminaux d'édition des amendes opérés par les agents de circulation.

C- Promemoria & info utili

- L'art. 52 della Legge Finanziaria 2022 ha abolito il **vantaggio degli acquisti in sospensione d'IVA** per le società di servizi.
- Alcune imprese che hanno come scopo la gestione di una **piattaforma per lavoro conto terzi**, classificata dall'APII nel settore dei servizi, si trovano penalizzate da questa disposizione.
- La dottrina fiscale, in particolare attraverso il parere fiscale della DGI n. 2022-42, ha risposto che, a seguito di incontri con l'APII, si è deciso di classificare le piattaforme come parte del settore industriale e, di conseguenza, esse beneficiano della sospensione dell'IVA.

- L'**ordinanza del Ministro delle Finanze del 28.1.2009** che stabilisce le modalità e le condizioni per l'applicazione degli articoli da 22 a 35 del Codice doganale stabilisce il modo di determinazione del **valore in dogana all'importazione** in casi particolari, come l'applicazione di un diritto di licenza o di una royalty, di interessi sul finanziamento, di condizioni legate alla vendita ...

- A seguito di una richiesta di accesso alle informazioni presentata da un'associazione al Ministero delle Finanze, è emerso che il gettito fiscale dello Stato derivante dalle infrazioni radar ha avuto la seguente evoluzione (in milioni di DT) : 2 → 9 → 47 → 44.

NB: tale crescita esponenziale non è estranea all'introduzione di terminali per l'emissione di multe gestiti dagli agenti del traffico.

C- Useful reminders & news

- Art. 52 of the 2022 Finance Act abolished the **advantage of VAT-suspended on purchasing** for service companies.
- Certain companies whose purpose is to manage a **subcontracting platform**, classified by the APII under the service sector, find themselves penalized by this provision.
- Tax doctrine, notably through DGI tax position no. 2022-42, has replied that following meetings with the APII, it was decided to classify platforms as part of the industrial sector, and they therefore benefit from the advantage of VAT suspension.

- **The Finance Minister Decree of Jan. 28th, 2009** laying down the conditions for the application of Art. 22 to 35 of the Customs Code sets out the conditions for determining the **customs import value** in special cases, such as the application of a license fee or royalty, interest on financing, conditions attached to the sale ...

- Following a request for **access to data** submitted by an association to the Ministry of Finance, it was revealed that the State's tax revenues from **traffic radar violations** have evolved as follows (in TND millions): 2 → 9 → 47 → 44

NB: such exponential growth is not unrelated to the introduction of fine ticketing terminals operated by traffic wardens.

-
- En référence à la **circulaire BCT n° 2013-13**, en cas de fonds disponibles sur un **compte professionnel en devises** (ouvert par une société résidente selon la circulaire BCT n° 93-14) , et de besoin de retrait d'un montant en devises pour un voyage d'affaires, tel montant doit être en priorité débité du compte professionnel à concurrence du solde disponible et le reste est à convertir à partir du compte en DT.
 - In riferimento alla **circolare BCT n. 2013-13**, se sono disponibili fondi su un **conto professionale in valuta estera** (aperto da una società residente ai sensi della circolare BCT n. 93-14) e deve essere prelevato un importo in valuta estera per un viaggio di lavoro, tale importo deve essere prima addebitato sul conto commerciale fino al saldo disponibile e il resto deve essere convertito dal conto in DT.
 - With reference to **CBT circular no. 2013-13**, if funds are available in a **foreign currency business account** (opened by a resident company under CBT circular no. 93-14), and you need to withdraw an amount in foreign currency for a business trip, such amount must first be debited from the business account up to the available balance and the remainder must be converted from the TND account.
-

D- Récemment en Tunisie

- L'Administration fiscale, dans un but de se rapprocher du contribuable et dans un souci de transparence de l'information, a mis en place un nouveau site : jibaya.tn

- Comme on a indiqué plus haut dans l'éditorial, le Gouvernement semble vouloir sauver les Entreprises publiques en difficultés mais sans aucune stratégie claire.

- Ainsi, la vague de privatisations vécue dans les années 90 et 2000 semble marquer un arrêt, malgré les succès observés : ATTIJARI (ex BANQUE DU SUD), STAR, CIMENTS ARTIFICIELS, CIMENTS JBAL OUST, Banque UIB, LE MOTEUR-MERCEDES, ATELIERS MECANQUES DU SAHEL...

- On peut citer la situation critique de certaines :

- **TUNISAIR** : Est-ce qu'en interdisant l'Open Sky en Tunisie, on va sauver tel transporteur ? Et à quel prix au détriment du tourisme ?

Est-ce normal qu'une entreprise publique soit encore cotée en Bourse alors que les derniers états financiers (déficitaires) publiés remontent à 2019 ? Il est utile de rappeler qu'en vertu de l'article 175 du Règlement de la Bourse, toute société qui ne distribue plus de dividendes durant plusieurs exercices doit opérer une OPR (opération publique de retrait).

D- Recentemente in Tunisia

- Nel tentativo di avvicinarsi ai contribuenti e di fornire informazioni più trasparenti, le autorità fiscali hanno lanciato un nuovo sito web: jibaya.tn

- Come accennato in precedenza nell'editoriale, il governo sembra voler salvare le aziende pubbliche in difficoltà, ma senza una strategia chiara.

- Così, l'ondata di privatizzazioni degli anni '90 e 2000 sembra essersi arrestata, nonostante i successi osservati: ATTIJARI (ex BANQUE DU SUD), STAR, CIMENTS ARTIFICIELS, CIMENTS JBAL OUST, Banque UIB, LE MOTEUR-MERCEDES, ATELIERS MECANQUES DU SAHEL...

- Alcune di queste aziende si trovano in una situazione critica:

- **TUNISAIR**: il divieto di Open Sky in Tunisia salverà questo o quel vettore? E a quale costo per il turismo?

È normale che una società pubblica sia ancora quotata in borsa quando il suo ultimo bilancio (in perdita) è stato pubblicato nel 2019? Vale la pena ricordare che, ai sensi dell'articolo 175 del Regolamento di Borsa, le società che non distribuiscono dividendi da diversi esercizi devono procedere a un'acquisizione pubblica.

D- Recently in Tunisia

- The tax authorities have set up a new website, jibaya.tn, to get closer to taxpayers and provide them with more transparent information.

- As mentioned earlier in the editorial, the government seems intent on rescuing its ailing state-owned enterprises, but without any clear strategy.

- Thus, the wave of privatizations seen in the 90s and 2000s seems to have come to a halt, despite the successes observed: ATTIJARI (ex BANQUE DU SUD), STAR, CIMENTS ARTIFICIELS, CIMENTS JBAL OUST, Banque UIB, LE MOTEUR-MERCEDES, ATELIERS MECANQUES DU SAHEL...

- Some of these companies are in a critical situation:

- **TUNISAIR**: Will banning Open Sky in Tunisia save such and such a carrier? And at what cost to tourism?

Is it normal for a public company still to be listed on the stock exchange when its last (loss-making) financial statements were published in 2019? It's worth remembering that, under article 175 of the Stock Exchange Regulations, any company that has not distributed dividends for several financial years must carry out an OPR (opération publique de retrait).

- Société Nationale de Cellulose et de Papier Alfa - **SNCPA** : la récente visite filmée du Président a permis de révéler l'outil de production vieillissant remontant à une autre époque révolue. En outre, son site web mentionne que le commissaire aux comptes, nommé fin 2023, va auditer les exercices 2021, 2022 et 2023. Avec 800 employés et des pertes annuelles de près de 40M TND, jusqu'où ira l'hémorragie supportée par le contribuable pour cette entité qui ne tourne qu'à 10% de sa capacité ?
- **EL FOULADH** : face aux concurrents privés, cette société sidérurgique traîne un matériel productif désuet acquis dans les années 60' et une faible capacité de production, d'où les pertes cumulées à plus de 330M TND (et donc autant de fonds injectés par l'Etat). A titre de rappel, le groupe italien ALFA ACCIAI a souhaité acquérir 49% du capital de EL FOULADH en 2016 mais une forte résistance (guidée notamment par le syndicat) a annulé le projet. Entre temps, c'est le contribuable qui continue à injecter les fonds pour faire survivre cette entité qui ne travaille plus qu'avec un four sur deux.
- **SNIFE-LA PRESSE & ESSABEH** : à l'époque de la presse numérique, la 1^e continue à se vendre péniblement grâce aux quotas imposés aux Ministères et Administrations, et pour la 2^e, toujours confisquée par l'Etat et sous la gestion d'un administrateur judiciaire, elle ne trouve pas de repreneur et va probablement être absorbée par la 1^e sans aucune vision ni réflexion sur l'effet de synergie.

- Société Nationale de Cellulose et de Papier Alfa - **SNCPA**: la recente visita filmata del Presidente ha rivelato l'invecchiamento degli impianti di produzione della società, che risalgono a un'epoca passata. Inoltre, sul suo sito web si legge che il revisore dei conti, nominato alla fine del 2023, controllerà gli esercizi finanziari del 2021, 2022 e 2023. Con 800 dipendenti e perdite annue di quasi 40 milioni di DT, fino a che punto si spingerà l'emorragia a carico del contribuente per questa entità, che opera solo al 10% della sua capacità?
- **EL FOULADH**: di fronte a concorrenti privati, questa azienda siderurgica si è trascinata con attrezzature di produzione obsolete acquisite negli anni '60 e una bassa capacità produttiva, con conseguenti perdite accumulate di oltre 330 milioni di TND (e quindi altrettanti soldi iniettati dallo Stato). Per ricordare che nel 2016 il gruppo italiano ALFA ACCIAI voleva acquisire il 49% del capitale di EL FOULADH, ma una forte resistenza (guidata in particolare dal sindacato) ha annullato il progetto. Nel frattempo, è il contribuente che continua a iniettare fondi per garantire la sopravvivenza di questa entità, che ora lavora con un solo forno su due.
- **SNIFE-LA PRESSE & ESSABEH**: nell'era della stampa digitale, la prima continua a vendere con difficoltà grazie alle quote imposte a Ministeri e Amministrazioni, mentre la seconda, ancora confiscata dallo Stato e sotto la gestione di un curatore fallimentare, non ha trovato un acquirente e probabilmente sarà assorbita dalla prima senza alcuna visione o riflessione sull'effetto sinergico.

- Société Nationale de Cellulose et de Papier Alfa - **SNCPA**: the Chairman's recent filmed visit revealed the company's aging production facilities, which date back to a bygone era. Furthermore, its website mentions that the auditor, appointed at the end of 2023, will audit the 2021, 2022 and 2023 financial years. With 800 employees and annual losses of close to TND 40 million, how far will the hemorrhage borne by the taxpayer go for this entity, which is only running at 10% capacity?
- **EL FOULADH**: Faced with private competitors, this steel company's outdated production equipment, acquired in the '60s, and low production capacity have resulted in accumulated losses of over TND 330 million (and the same amount of funds injected by the State). As a reminder, the Italian group ALFA ACCIAI wished to acquire 49% of EL FOULADH's capital in 2016, but strong resistance (guided in particular by the union) cancelled the project. In the meantime, it is the taxpayer who continues to inject funds to ensure the survival of this entity, which now works with only one furnace out of two.
- **SNIFE-LA PRESSE & ESSABEH**: in the age of the digital press, the 1st continues to sell with difficulty, thanks to quotas imposed on Ministries and Administrations, while the 2nd, still confiscated by the State and under the management of a court-appointed administrator, has not found a buyer and will probably be absorbed by the 1st without any vision or reflection on the synergy effect.

- **Les Ciments de Bizerte – CB** : contrairement aux anciennes cimenteries publiques (CAT, Cimenterie de Gabes, Ciments de Jbal Oust, Ciments Enfidha...) ayant été privatisées et modernisées avec succès (générant plus de recettes fiscales), CB demeure un lourd handicap aux finances publiques puisque son dernier bilan publié révèle plus de 200M TND de pertes cumulées.

- **Banque Nationale Agricole - BNA** : telle banque créée à l'aube de l'indépendance pour financer les projets agricoles, s'est trouvée peu à peu convertie en bras financier de l'Etat pour financer le déficit des organismes et sociétés publiques.

Une lecture rapide des annexes des états financiers de 2022 nous montre par exemple un engagement financier de + 4,7 Milliards TND envers l'Office des Céréales représentant plus de 27% du total engagement clientèle de la BNA et ayant dépassé 25% des fonds propres de la BNA (contrairement aux normes de la BCT).

- **Société Tunisienne des Banques – STB** : cette banque sœur de la BNA traîne aussi de lourdes créances en souffrance et son bilan n'est sauvé par rapport aux normes de la BCT qu'en ayant recours à leur radiation et transfert à sa filiale de recouvrement STRC. Ainsi à fin 2022 + 370 Milliards TND ont été apurés par cet artifice comptable.

- **Ciments de Bizerte - CB**: al contrario delle ex cementerie statali (CAT, Cimenterie de Gabes, Ciments de Jbal Oust, Ciments Enfidha, ecc.), che sono state privatizzate e ammodernate con successo (generando un maggior gettito fiscale), CB rimane un grosso handicap per le finanze pubbliche, con l'ultimo bilancio pubblicato che mostra perdite cumulative di oltre 200 milioni di DT.

- **Banque Nationale Agricole - BNA**: questa banca, creata agli albori dell'indipendenza per finanziare i progetti agricoli, è diventata progressivamente il braccio finanziario dello Stato per finanziare i deficit di enti e aziende pubbliche.

Un rapido sguardo alle appendici del bilancio 2022 mostra, ad esempio, un impegno finanziario di 4,7 miliardi di DT a favore dell'Office des Céréales, che rappresenta più del 27% degli impegni totali della BNA nei confronti dei clienti e supera il 25% del capitale proprio della BNA (contrariamente agli standard della BCT).

- **Société Tunisienne des Banques - STB**: anche questa banca sorella della BNA ha ingenti debiti in sospeso, e il suo bilancio si salva dagli standard della BCT solo cancellandoli e trasferendoli alla sua filiale di recupero crediti STRC. Di conseguenza, alla fine del 2022, più di 370 miliardi di TND erano stati cancellati attraverso questo artificio contabile.

- **Les Ciments de Bizerte – CB**: unlike the former public cement plants (CAT, Cimenterie de Gabes, Ciments de Jbal Oust, Ciments Enfidha...) which have been successfully privatized and modernized (generating more tax revenue), CB remains a heavy handicap to public finances, with its latest published balance sheet showing cumulative losses of over TND 200 million.

- **Banque Nationale Agricole - BNA**: created at the dawn of independence to finance agricultural projects, this bank has gradually become the State's financial arm, financing the deficits of public bodies and companies.

A quick perusal of the appendices to the 2022 financial statements shows, for example, a financial commitment of + TND 4.7 billion to the Office des Céréales, representing more than 27% of BNA's total customer commitments, and having exceeded 25% of BNA's equity capital (contrary to CBT standards).

- **Société Tunisienne des Banques - STB**: BNA's sister bank is also burdened with heavy overdue debts, and its balance sheet is only saved from CBT standards by writing them off and transferring them to its collection subsidiary STRC. As a result, by the end of 2022, more than TND 370 billion had been cleared through this accounting artifice.



Merci pour votre attention.

AFINCO est membre exclusif de
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), classé au top 10 mondial
des réseaux d'audit et conseil.

Thanks for your attention.

AFINCO is exclusive member of
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), ranked among world
top 10 of audit and consulting networks in the world.

Grazie per la vostra attenzione.

AFINCO è membro esclusivo di
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), classificato fra il top 10
delle rete mondiale di audit e consulting.

Disclaimer

Nexia International is a leading, global network of independent accounting and consulting firms, providing a comprehensive portfolio of audit, accountancy, tax and advisory services.

Nexia, Nexia International, "we", "us" and "our" refer to the global network of member firms of Nexia International Limited or to one or more member firms or their affiliates.

Nexia International Limited coordinates the Nexia International network. It does not provide services to clients.

Nexia International Limited and each member firm are separate and independent legal entities, each of which is responsible for its own acts, omissions or liabilities and not those of any other member of the Nexia International network.

Nexia International Limited is a company registered in the Isle of Man, with company registration number: 53513C. Its registered office is at 1st floor, Sixty Circular Road, Douglas, Isle of Man, IM1 1SA.

The trade marks NEXIA INTERNATIONAL and NEXIA, and the NEXIA logo, are owned by Nexia International Limited and are used by the member firms of Nexia International under licence.